



L'OBSESSION DE STANISLAS GUÉRINI: SANCTIONNER ET LICENCIER LES FONCTIONNAIRES !

Stanislas Guérini n'a de cesse de dénoncer le faible nombre de licenciements pour insuffisance professionnelle dans la Fonction Publique, regrettant une échelle de sanctions pas assez étendue pour sanctionner les fautes commises par les agent.es. Le ministre parle bien de renvoyer les fonctionnaires au gré des arbitres hiérarchiques et des coupes budgétaires.

À l'entendre, la Fonction Publique serait parasitée d'agent-es incapables, indéboulonnables, qui passeraient du bon temps aux frais du contribuable plutôt que d'assurer leurs missions. Cela traduit sa représentation de la Fonction Publique, du statut des fonctionnaires et des fonctionnaires eux-mêmes. Jouant sur la mise en concurrence des agent.es et l'individualisme ambiant, Stanislas Guérini fait du licenciement un objectif de son projet de loi.

UN MINISTRE QUI PARTICIPE AU DÉNIGREMENT DES FONCTIONNAIRES

Les propos du ministre ne font que participer au fonctionnaire bashing que dénoncent les agent.es qui, au quotidien, accomplissent leur mission de service public au bénéfice de la population. Il ouvre par ailleurs, en bon représentant du libéralisme présidentiel, une claire possibilité de réduire les effectifs jugeant les fonctionnaires sous statut trop nombreux et coûtant un « pognon de dingue ».

QUELQUES RAPPELS S'IMPOSENT :

- toute une série de sanctions disciplinaires existe, allant jusqu'à la révocation
- le licenciement pour insuffisance professionnelle existe déjà dans la fonction publique. Il concerne non pas des agent-es ayant commis une faute mais des agent-es qui ne seraient pas au niveau des attendus, sans qu'une faute ne soit relevée.

UN PROJET DE LOI QUI NE RÉPOND PAS AUX ATTENTES DES FONCTIONNAIRES

La réalité que le ministre ne veut pas regarder en face est pourtant la cause première du manque d'attractivité de la Fonction Publique : les agent-es publics sont épuisés-es, parfois jusqu'au burn out, contraint-es d'exercer des missions avec de moins en moins de moyens, dans des équipes de plus en plus réduites et ce sans reconnaissance salariale générale. Désormais, ils et elles sont stigmatisés-es par leur ministère de tutelle. Solidaires Finances Publiques se tient aux côtés de tous les personnels et condamne fermement cette attaque ministérielle réalisée par voie de presse. Les agent-es ont besoin d'une revalorisation générale de leurs salaires et de meilleures conditions de travail

DÉFENDRE LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE C'EST DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC !

À vouloir monter les travailleuses et travailleurs les uns contre les autres le gouvernement risque de se retrouver avec une addition de leurs colères. Dans un contexte d'austérité, une nouvelle réforme du statut de la Fonction Publique a surtout pour objectif de réaliser des économies sur le dos des fonctionnaires en s'attaquant au modèle social que nous défendons, basé sur l'intérêt général et la solidarité, assurés par des services publics au bénéfice de toutes et tous.

Attaché aux grands principes du statut de la Fonction Publique,
Solidaires Finances Publiques appelle à la mobilisation contre le projet Guérini.
C'est par une riposte large, unitaire et déterminée
que nous ferons plier le gouvernement.

FONCTIONNAIRES ET FIERS DE L'ÊTRE, ON NE SE LAISSERA PAS FAIRE !